

Fondation iFRAP
Monsieur Olivier MITTERRAND
5, rue Cadet
75009 PARIS

Paris, le

16 AVR. 2012

Monsieur,

J'ai bien reçu votre fascicule, 100 jours pour réformer la France, et tiens à vous en remercier tout particulièrement. Je ne doute pas qu'il sera pour moi et mon équipe une source d'inspiration.

Mais je sens la pression. Pression légitime, pression démocratique, mais, tout de même, quelle attente ! Quelle exigence !

Au printemps prochain, vous choisirez le chemin que notre pays empruntera. Le pays est aujourd'hui confronté à un chômage massif, il redoute une nouvelle récession, son industrie a été abandonnée. L'école et l'hôpital sont les oubliés, alors que nous avons tant besoin d'eux. Notre jeunesse est mise de côté. L'insécurité gagne malheureusement chaque jour du terrain.

A cette situation, il y a des responsables : les politiques injustes et inefficaces menées depuis 10 ans et amplifiées depuis 2007. Ma volonté vise à permettre d'autres perspectives, à redonner confiance aux Françaises et aux Français. Ce qui est en jeu, c'est la souveraineté de la République sur les marchés.

Ainsi, le redressement me paraît indispensable dès lors qu'il est conduit dans la justice. Fiscalité, éducation, logement, santé, accès à l'énergie, sécurité, services publics, nouveaux droits, culture : l'âme de la France, c'est d'abord l'égalité.

J'entends redonner confiance dans l'avenir et renouer avec la promesse républicaine, celle de Condorcet et de Jaurès. En permettant à chaque génération d'espérer vivre un monde meilleur que la précédente. En portant au plus haut le message universel et les valeurs de la France, celles des droits de l'Homme et du Citoyen.

Ce changement, je le construirai avec vous, car rien n'est possible sans la décision et le consentement du peuple souverain, les seuls qui comptent. Un grand débat national s'engage : afin de lui donner tout son sens, j'ai souhaité formuler 60 propositions précises et cohérentes. Je les respecterai.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de toute ma considération.



François HOLLANDE